

TRADUCTION

F. 83 — 1306

**18 MAI 1983. — Arrêtés de l'Exécutif flamand modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 1954
relatif aux commissions provinciales piscicoles et au comité central du Fonds piscicole**

L'Exécutif flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1954 relatif aux commissions provinciales piscicoles et au comité central du fonds piscicole;

Vu l'avis du Conseil supérieur flamand de la Pêche fluviale en date du 27 juin 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et modifiées par la loi du 9 août 1980, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Considérant qu'il s'impose de prendre, sans autre délai, certaines mesures complémentaires visant à assurer la gestion, par des organes de la Région flamande, des recettes qui reviennent à cette Région en matière de pêche fluviale en application de l'article 2 de la loi du 9 août 1980, précitée;

Vu l'urgente nécessité;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. Cet arrêté ne s'applique qu'au territoire de la Région flamande.

Art. 2. L'article 12 de l'arrêté royal du 13 décembre 1954 relatif aux commissions provinciales piscicoles et au comité central du Fonds piscicole, ainsi qu'il est modifié par les arrêtés royaux des 12 mai 1955 et 16 septembre 1955, est remplacé par la disposition suivante :

« Le comité central du Fonds piscicole exerce le contrôle et la coordination des activités des commissions provinciales piscicoles en ce qui concerne leur compétence pour la Région flamande; il fait toutes les propositions utiles auprès du Ministre communautaire compétent pour la pêche fluviale en ce qui concerne l'utilisation du fonds. »

Art. 3. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Le comité visé par l'article 12 est composé de douze membres, parmi lesquels :

1. Un membre de chacune des commissions provinciales piscicoles ayant compétence sur le territoire de la Région flamande.

2. Trois fonctionnaires du Ministère de la Communauté flamande, compétents en matière de conservation de la nature, ainsi que le prévoit la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment l'article 6, § 1, III.

3. Un fonctionnaire du Ministère de la Communauté flamande, compétent en matière d'hydraulique agricole et de cours d'eau non navigables, ainsi que le prévoit la loi spéciale du 8 août 1980, précitée.

4. Un fonctionnaire du Ministère de la Communauté flamande, compétent en matière d'épuration des eaux usées, ainsi que le prévoit la loi spéciale du 8 août 1980, précitée.

5. Un fonctionnaire du Ministère de la Communauté flamande, compétent en matière de Finances et de Budget.

6. Un fonctionnaire à désigner par le Ministre des Travaux publics.

L'Exécutif flamand nomme les membres du comité sur la proposition des Ministres communautaires et des Ministres dont dépendent les fonctionnaires pour l'exercice de leurs fonctions, et des commissions provinciales piscicoles.

L'Exécutif flamand nomme, de la même manière, un suppléant pour chacun des douze membres.

Le membre et le membre suppléant, délégués de la commission provinciale piscicole de la province du Brabant, doivent être néerlandophones et domiciliés dans la région flamande.

Le comité est présidé par le fonctionnaire du rang administratif le plus élevé parmi les membres visés, sub 2, de cet article.

Si, lors du renouvellement, dont question à l'article 3, le mandat du membre de la commission, délégué auprès du comité central, n'est pas renouvelé, il est mis fin d'office au mandat du délégué précité, comme membre du Comité central.

Art. 4. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 mai 1983.

Le président,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire,
de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature,

P. AKKERMANS

REGION WALLONNE

F. 83 — 1307

18 JUILLET 1983. — Arrêté ministériel interdisant la capture de truites de mer dans les cours d'eau et canaux de la Région wallonne

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de
l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

Vu la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, modifiée et complétée par les lois du 10 juillet 1957 et du 1er avril 1977;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment l'article 6, § 1er, III, 6°;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1954 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, et, notamment son article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 17 novembre 1982 et du 10 juin 1983 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la pêche;
 Considérant la nécessité de favoriser, dans les plus courts délais, la réapparition de la truite de mer dans les cours d'eau de la Région wallonne;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Toute capture de truite de mer (*Salmo trutta trutta*), quelle que soit sa dimension, est interdite dans les cours d'eau et

canaux de la Région wallonne, soumis à la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Cette interdiction est applicable jusqu'au 31 juillet 1984.

Art. 2. Le présent arrêté entre en application le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 juillet 1983.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
 de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 83 — 1307

18. JULI 1983. — Ministerialerlass durch den der Fang von Meerforellen in den Wasserläufen und Kanälen der Wallonischen Region verboten ist

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei abgeändert und ergänzt durch die Gesetze vom 10. Juli 1957 und vom 1. April 1977;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1; III, Punkt 6;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1954 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei, insbesondere seines Artikels 14;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 17. November 1982 und vom 10. Juni 1983;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973, koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für Fischereiwesen;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, sobald wie möglich das Wiedererscheinen der Meerforellen in den Wasserläufen der Wallonischen Region zu begünstigen;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschliesst der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens :

Artikel 1. Jeglicher Fang von Meerforellen (*Salmo trutta trutta*) gleich welcher Grösse ist in den Wasserläufen und Kanälen der Wallonischen Region, die dem Gesetz vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei unterliegen, verboten.

Dieses Verbot gilt bis zum 31. Juli 1984.

Art. 2. Vorliegender Erlass kommt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* zur Anwendung.

Brüssel, den 18. Juli 1983.

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
 der Raumordnung und des Forstwesens,

M. WATHELET

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 83 — 1307

18 JULI 1983. — Ministerieel besluit houdende het verbod van vangst van zeeforellen in de waterlopen en kanalen van het Waalse Gewest

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

Gelet op de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, gewijzigd en aangevuld door de wetten van 10 juli 1957 en 1 april 1977;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 6, § 1, III, 6°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1954 tot uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Gewestexecutieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Ieden van de Executieve, zoals gewijzigd door de besluiten van de Executieve van 17 november 1982 en 10 juni 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Raad voor de Riviervisserij;

Overwegende de noodzaak om binnen de kortste tijd, de terugkomst van de zeeforel te bevorderen in de waterlopen van het Waalse Gewest;

Gelet op de hoogdringendheid,

Besluit :

Artikel 1. Elke vangst van zeeforel (*Salmo trutta trutta*) van gelijk welke afmeting, is verboden in de waterlopen en kanalen van het Waalse Gewest, die onder de toepassing van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij vallen.

Dit verbod is van toepassing tot 31 juli 1984.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 18 juli 1983.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

M. WATHELET

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Personnel. — Nominations. — Promotions

Par arrêté royal du 2 juin 1983, M. Vervaeke, Humbert, conducteur, est nommé au grade d'ingénieur industriel, à partir du 1er mai 1983.

Il prend rang pour l'avancement au 1er mai 1983.

Par arrêté royal du 2 juin 1983, Mme Van Avondt, Marleen, secrétaire d'administration stagiaire, est nommée au grade de secrétaire d'administration, à partir du 1er avril 1983.

Par arrêté royal du 24 juin 1983, M. Thierens, Christian, ingénieur des ponts et chaussées stagiaire, est nommé au grade d'ingénieur des ponts et chaussées, à partir du 1er mars 1983.

Par arrêté royal du 24 juin 1983, M. Colin, Robert, conducteur principal, est nommé au grade d'ingénieur industriel, à partir du 1er juin 1983.

Il prend rang pour l'avancement au 1er juin 1980.

Par arrêté royal du 28 juin 1983, M. Pottier, André, ingénieur industriel principal, est promu au grade d'ingénieur industriel-chef de service, à partir du 1er avril 1983.

Par arrêté royal du 28 juin 1983, produisant ses effets le 1er avril 1983 :

— M. Collin, René, conseiller adjoint (technique), est promu au grade de conseiller (technique) dans un emploi au cadre linguistique français;

— MM. Hainaut, Victor, et Hamaide, Jacques, ingénieurs industriels principaux, sont promus au grade d'ingénieurs industriels-chefs de service dans un emploi au cadre linguistique français;

— M. Van Caillie, Emmanuel, architecte, est promu au grade d'architecte principal dans un emploi au cadre linguistique français;

— MM. Sterckx, René; Landrain, Jean, et Weron, Andry, ingénieurs industriels, sont promus au grade d'ingénieur industriel principal dans un emploi du cadre linguistique français.

Par arrêté royal du 28 juin 1983, produisant ses effets le 1er avril 1983 :

— M. Prevot, Marc, ingénieur principal-chef de service, est promu au grade d'ingénieur en chef-directeur.

Il prend rang pour l'avancement au 1er août 1982.

— M. Cruspin, Gilbert, ingénieur industriel principal, est promu au grade d'ingénieur industriel-chef de service.

Il prend rang pour l'avancement au 1er janvier 1983.

— M. Colot, Ernest, ingénieur industriel principal, est promu au grade d'ingénieur industriel-chef de service;

— MM. Massart, Robert, et Marchand, Régnier, architectes, sont promus au grade d'architecte principal;

— MM. Latour, Jean-Marie; Croughs, Roger; Ost, Emile, et Igot, André, ingénieurs industriels, sont promus au grade d'ingénieur industriel principal.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

Personeel. — Benoemingen. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 2 juni 1983 is de heer Vervaeke, Humbert, conducteur, met ingang van 1 mei 1983 tot industrieel ingenieur benoemd.

De datum van ranginneming voor de bevordering tot een hogere graad is vastgesteld op 1 mei 1983.

Bij koninklijk besluit van 2 juni 1983 is Mevr. Van Avondt, Marleen, bestuurssecretaris op proef, met ingang van 1 april 1983 tot bestuurssecretaris benoemd.

Bij koninklijk besluit van 24 juni 1983 is de heer Thierens, Christian, stagedoend ingenieur van bruggen en wegen, met ingang van 1 maart 1983 tot ingenieur van bruggen en wegen benoemd.

Bij koninklijk besluit van 24 juni 1983 is de heer Colin, Robert, eerste conducteur, met ingang van 1 juni 1983 tot industrieel ingenieur benoemd.

Hij neemt rang in voor de bevordering op 1 juni 1980.

Bij koninklijk besluit van 28 juni 1983 is de heer Pottier, André, eerste staande industrieel ingenieur, met ingang van 1 april 1983 tot industrieel ingenieur-hoofd van dienst bevorderd.

Bij koninklijk besluit van 28 juni 1983, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1983 :

— is de heer Collin, René, (technisch) adjunct-adviseur tot (technisch) adviseur bevorderd in een betrekking van het Franse taalkader;

— zijn de heren Hainaut, Victor, en Hamaide, Jacques, eerste staande industrieel ingenieurs, bevorderd tot industrieel ingenieur-hoofd van dienst in een betrekking van het Franse taalkader;

— is de heer Van Caillie, Emmanuel, architect, bevorderd tot eerste staande architect in een betrekking van het Franse taalkader;

— zijn de heren Sterckx, René; Landrain, Jean, en Weron, Andry, industrieel ingenieurs, bevorderd tot eerste staande industrieel ingenieur in een betrekking van het Franse taalkader.

Bij koninklijk besluit van 28 juni 1983, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1983 :

— is de heer Prevot, Marc, eerste staande ingenieur-hoofd van dienst, bevorderd tot hoofd-ingenieur-directeur.

Hij neemt rang in voor de bevordering op 1 augustus 1982.

— is de heer Cruspin, Gilbert, eerste staande industrieel ingenieur, bevorderd tot industrieel ingenieur-hoofd van dienst.

Hij neemt rang in voor de bevordering op 1 januari 1983.

— is de heer Colot, Ernest, eerste staande industrieel ingenieur, bevorderd tot industrieel ingenieur-hoofd van dienst;

— zijn de heren Massart, Robert, en Marchand, Régnier, architecten, bevorderd tot eerste staande architect;

— zijn de heren Latour, Jean-Marie; Croughs, Roger; Ost, Emile, en Igot, André, industrieel ingenieurs, bevorderd tot eerste staande industrieel ingenieur.